

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER des CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Vérification périodique et maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de sécurité et des moyens de secours

Consultation n°2025_FCS_CCI_0010

Identification de l'organisme :

Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie

1, Rue René Cassin

Saint-Contest

14911 CAEN CEDEX 9

Agissant dans le cadre de la présente consultation **pour son compte, pour le compte de la SAS ICEP et SA Les Ports du Calvados**

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Manuel LE ROUX, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie par délibération en date du 30 novembre 2021.

Objet de la consultation :

Vérification périodique et maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie, de l'éclairage de sécurité et des moyens de secours.



SOMMAIRE

0.	Généralités	3
0.1.	Périmètre à l'origine du contrat	3
0.2.	Nomenclature des lots	4
0.3.	Mode de règlement des prestations	4
0.4.	Généralités	4
0.4.1.	Etablissement de la proposition	4
0.4.2.	Sécurité des personnes	4
0.5.	Assurance de responsabilité civile et professionnelle	5
0.6.	Traçabilité des opérations de maintenance	5
0.6.1.	Rapport de Vérification opérationnel	5
0.6.2.	Signature du registre sécurité	5
0.6.3.	Rapport de vérification, fiche d'implantation	5
0.6.4.	Etat des lieux annuels	6
0.6.5.	Etiquetage	6
0.7.	DÉLAIS	6
0.7.1.	Délai de prise de RDV pour la maintenance préventive annuelle	6
0.7.2.	Délai d'exécution pour la maintenance corrective	6
1.	Vérification périodique maintenance des moyens de lutte contre l'incendie RIA, portatifs et de l'éclairage de sécurité	7
1.1.	Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie portatifs	7
1.1.1.	Principaux textes applicables	7
1.1.2.	Périodicité	7
1.1.3.	Nature des prestations	7
	Tous les ans	8
	Tous les 5 ans	8
	Tous les 10 ans	8
	Tous les 20 ans	8
1.1.4.	Prestations complémentaires	9
1.1.5.	Douches portatives de sécurité (extincteur Vert 9L)	9
1.2.	Vérification périodique et maintenance de l'éclairage de sécurité	9
1.2.1.	Principaux textes applicables	9
1.2.2.	Périodicité	9
1.2.3.	Nature des prestations	9
1.3.	Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie fixes RIA Réseau Incendie Armée	10
1.3.1.	Principaux textes applicables	10
1.3.2.	Périodicité	10
1.3.3.	Nature des prestations	10
2.	Vérification périodique et maintenance des dispositifs de désenfumage	11
2.1.	Principaux textes applicables	11
2.2.	Périodicité	11
2.3.	Nature des prestations	11

0. GENERALITES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concernent les prestations de vérification périodique et maintenance préventive des extincteurs d'incendie portatifs de la CCI Caen Normandie, de la Direction des Equipements Portuaires, de la SAS ICEP et de la SA Les Ports du Calvados.

0.1. Périmètre à l'origine du contrat

Le siège de la CCI Caen Normandie :

CCI Caen Normandie
1, rue René Cassin
Saint-Contest
14911 CAEN CEDEX 9

Les différents sites de la CCI Caen Normandie :

La Direction des Equipements Portuaires (comprenant les sites suivants) :

Le Port de commerce de OUISTREHAM qui s'étend sur les communes de :

- CAEN (14000)
- MONDEVILLE (14120)
- COLOMBELLES (14460)
- HEROUVILLE SAINT CLAIR (14120)
- BLAINVILLE SUR ORNE (14550)
- RANVILLE (14860)
- OUISTREHAM (14150)

SA Les Ports du Calvados (comprenant les sites suivants) :

Port de plaisance d'Isigny

Quai Aristide Briand
14230 Isigny sur mer

Port de plaisance et pêche de Grancamp Maisy

Centre logistique de Débarque
14450 GRANDCAMP MAISY

Port de pêche de Port en Bessin

Halle à marée
Avenue du Général de Gaulle
14520 PORT EN BESSIN

Port de plaisance et pêche de Courseulles

Quai Ouest –
14470 Courseulles-sur-Mer

Port de plaisance de Dives - Cabourg-Houlgate

Quai Bernard Magne
14160 DIVES-SUR-MER

Port de plaisance de Deauville Trouville

3 quai des Marchands
14800 Deauville

Port de plaisance de Honfleur

Quai du Bassin Carnot
14600 Honfleur

La SAS ICEP (dont les équipements se trouvent à l'adresse suivante) :**ICEP FORMATION**

8 Rue Claude Bloch
14053 CAEN CEDEX 9

0.2. Nomenclature des lots

Lot unique : Vérification périodique, maintenance des moyens de lutte contre l'incendie fixe et portatifs, de l'éclairage de sécurité et des dispositifs de désenfumage.

0.3. Mode de règlement des prestations

Pour les prestations de contrôle annuel, les interventions sont réglées forfaitairement à la visite par bâtiment et comprennent le déplacement nécessaire, le temps du technicien.

Pour les prestations de maintenance curative, il se fait application du Bordereau des Prix Unitaires, avec un frais de déplacement et un temps d'intervention convenu conjointement.

0.4. Généralités**0.4.1. *Etablissement de la proposition***

Aucune contestation n'est admise après la conclusion de l'accord-cadre, sous prétexte d'une mauvaise appréciation des difficultés, notamment de mise en œuvre.

Le Titulaire est donc réputé avoir contrôlé toutes les indications du dossier, avoir visité les lieux et étudié en particulier, les dispositions à adopter pour l'organisation de cet accord-cadre.

Cette démarche est indispensable et vivement recommandée.

En conséquence, le titulaire ne pourra, après remise de son offre et la signature de l'accord-cadre, soit refuser d'exécuter des prestations complémentaires, de quelque nature que ce soit, jugées indispensables par le Maître d'Ouvrage pour la bonne exécution de l'accord-cadre.

0.4.2. *Sécurité des personnes*

Les prestations sont soumises au décret N° 92-158 DU 20 FÉVRIER 1992, complétant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Toutes les entreprises travaillant sur le chantier devront donc respecter toutes les exigences découlant de cette loi et des suivantes qui seraient promulguées, jusqu'à l'achèvement total des travaux.

*** Mise en place d'un dispositif de sécurité pour le personnel :**

L'établissement d'un plan de prévention sécurité avec l'ensemble des intervenants sera à prévoir avant le début du chantier, garantissant le respect et l'appropriation de la sécurité sur le site.

* Protection individuelle et collective :

- Personnel équipé de chaussures de sécurité, casques, lunettes, harnais de sécurité, etc... ;
- Echafaudages réglementaires ;
- Grues et nacelles aux normes, dernière visite réglementaire sans remarques particulières de la part de l'organisme de contrôle ;
- Personnel titulaire des habilitations (électriques, soudure, harnais, etc...), nécessaires et autorisation de conduite d'engin ;
- Balisage du chantier, garde-corps amovible ;
- Vigie au sol ;
- Consignation.

Cette liste n'est pas limitative. Tous les équipements de protection individuelle et collective de quelque nature que ce soit sont à la charge exclusive du titulaire.

Tous les engins, grues, nacelles nécessaires au bon déroulement des opérations sont à la charge du titulaire.

Les opérations de replis des installations ainsi que la remise en état des lieux sont intégrées dans le délai contractuel.

0.5. Assurance de responsabilité civile et professionnelle

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception. Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification de l'accord-cadre, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ces primes.

0.6. Traçabilité des opérations de maintenance

0.6.1. **Rapport de Vérification opérationnel**

A la suite des vérifications, le titulaire remet au responsable du service concerné, une fiche d'intervention manuscrite, signée par le technicien (nom visible) et contre-signée par le responsable. La fiche précisera toutes les interventions effectuées, la nature et les caractéristiques des matériels vérifiés, la quantité exacte, les pièces détachées utilisées et leurs caractéristiques.

0.6.2. **Signature du registre sécurité**

Pour chacune des vérifications, le registre de sécurité du site sera signé avec cachet de l'entreprise et identification du technicien.

0.6.3. **Rapport de vérification, fiche d'implantation**

Sous 15 jours, le titulaire enverra un rapport de vérification selon la nature du matériel sous format informatique avec, en tête de l'entreprise, nom et signature du vérificateur ainsi que toutes les informations techniques de sa vérification. Sur ce document seront reprises les caractéristiques de tous les appareils ainsi que l'emplacement, son ancienneté, et le type de maintenance effectué, les paramètres relevés, etc... ainsi que les observations nécessaires à prise de décision.

Ce rapport sera conforme, le cas échéant, aux dispositions réglementaires applicables à chaque prestation mais devront contenir à minima les éléments suivants :

- La désignation de l'entreprise intervenante ;
- L'identité de la personne réalisant le contrôle ;

- La date de l'intervention ;
- Des renseignements généraux relatifs à la vérification ;
- Une liste récapitulative des observations ;
- Les observations relatives aux équipements contrôlés avec leur localisation précise ; ces observations comporteront, outre l'énoncé de la non-conformité, une préconisation de modification à réaliser pour y remédier.

Les rapports d'inspection seront remis, dans un délai de 4 semaines à compter de la date d'intervention :

- Sous format dématérialisé (pdf), par mail ;
- Sous format papier, en trois exemplaires.

0.6.4. ***Etat des lieux annuels***

Chaque année, le titulaire enverra un fichier Excel dans lequel est indiqué pour chaque site, l'inventaire exhaustif du matériel de lutte contre l'incendie, il figurera la date de dernière maintenance annuelle, les caractéristiques de l'appareil.

0.6.5. ***Etiquetage***

Pour chaque élément vérifié, une étiquette est apposée sur l'élément vérifié mentionnant les informations suivantes :

- Date,
- Nom du vérificateur,
- N° du contrôle,
- N° du rapport.

0.7. DÉLAIS

0.7.1. ***Délai de prise de RDV pour la maintenance préventive annuelle***

Le titulaire programmera les visites de vérification et organisera la mise en œuvre de la vérification périodique.

L'objectif est de réaliser annuellement l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du forfait, avec une tolérance de 2 mois maximum après la date de fin annuelle.

La date d'intervention est actée par mail entre le titulaire et chaque responsable de site.

0.7.2. ***Délai d'exécution pour la maintenance corrective***

Après réception du bon de commande, le délai d'exécution, est consenti avec le responsable de site.

1. VERIFICATION PERIODIQUE MAINTENANCE DES MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE RIA, PORTATIFS ET DE L'ECLAIRAGE DE SECURITE

1.1. Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie portatifs

Le titulaire s'engage à effectuer par le présent contrat de maintenance, la vérification, l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie portatifs.

Les prestations devront répondre aux prescriptions, normes et règlements en vigueur au jour de la consultation.

Le nombre d'appareil pourra être augmenté ou diminué suivant les compléments de protection demandés par le pouvoir adjudicateur.

La liste jointe en annexe devra en conséquence être tenue à jour par le prestataire, qui fera parvenir lors de chaque modification, un exemplaire sous format informatique.

Sur cette dernière apparaîtront clairement par site les nomenclatures détaillées des appareils (types, date de mise en service, etc...) ainsi que l'identification spécifique à la collectivité.

La numérotation des appareils sera complétée si besoin.

1.1.1. Principaux textes applicables

- L'arrêté du 25 juin 1980 modifié ;
- Le code du travail et textes pris pour application (arrêté du 15 mars 2000 modifié, etc...) ;
- Le guide pour la maintenance des extincteurs portatifs, mobiles et fixes du CNMIS ;
- La norme NF S 61-919.
- **Code du travail** : Selon l'article R. 4227-39

La réglementation APSAD n'est pas applicable.

1.1.2. Périodicité

- Maintenance préventive et vérifications réglementaires : 1 an (+/- 1 mois) ;

1.1.3. Nature des prestations

Les opérations de vérifications périodiques et de maintenance prévention seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur à la date de la prestation et particulièrement à la norme NF S 61-919.

Les opérations vérifications périodiques et de maintenance préventive des extincteurs d'incendie portatifs feront l'objet d'un tarif forfaitaire comprenant :

- Le déplacement et la main-d'œuvre ;
- La maintenance préventive selon l'annexe B de la norme NF S 61-919 ;
- La maintenance additionnelle approfondie selon l'annexe C de la norme NF S 61-919 et renouvellement de la charge ;
- La révision en atelier et le renouvellement de la charge selon l'annexe D de la norme NF S 61-919 ;
- L'échange standard à 10 ans des extincteurs.

Tous les ans

Il sera procédé à une vérification annuelle des extincteurs selon l'annexe B de la norme NF S 61-919 :

- Contrôle des dispositifs de sécurité ;
- Examen extérieur (corrosion, choc, sérigraphie, goupille, indicateur de pression, etc...) ;
- Examen intérieur (vérification de la charge de poudre et eau, pesée de la cartouche de gaz et remplacement si nécessaire (perte>10%), vérification des agents additif et remplacement si nécessaire, examen de la corrosion, etc...) ;
- Examen des organes mécaniques (soufflette, lance, dispositif de percussion, etc...) ;
- Apposition de l'étiquette de vérification et du scellé (plomb millésimé ou plastoscelle).

Dans le cas cela s'avère nécessaire, il sera procédé au remplacement des pièces défectueuses, ou ayant dépassées leur date de validité (remplacement cartouche CO2, remplacement de la charge poudre, flacon agent d'extinction, joints, ajout d'eau, etc...).

Le technicien procédera si nécessaire à la réparation des fixations murales ou remplacement du support mural lors de la vérification annuelle pour les extincteurs.

Les scelles plastique, goupille, plomb, étiquettes sont également des pièces dont le coût est inclus au forfait annuel dans le cadre de la vérification annuelle.

En règle générale, les remplacements de pièces lors de la maintenance annuelle ou quinquennale font partie du prix unitaire de la vérification annuelle ou quinquennale et ne peuvent donner lieu à une facturation supplémentaire.

Tous les 5 ans

Il sera procédé à la Maintenance Additionnelle Approfondie (MAA) Annexe C de la norme 61-919.

Elle comprenant en plus de la visite annuelle, la vidange de l'appareil, le renouvellement de l'agent extincteur, de la charge eau ou poudre et de la sparklet.

Cette MAA s'ajoute à la vérification annuelle (prix selon Bordereau des Prix Unitaires).

Tous les 10 ans

En supplément de la vérification annuelle, il sera procédé :

- Soit à une révision en atelier (annexe D de la norme) uniquement pour les appareils à eau ou à poudre visant à la mise en pression du corps de l'extincteur à eau ou à poudre, la vidange de l'appareil, le renouvellement de l'agent extincteur, le renouvellement de la charge, le remplacement de la sparklet (prix selon Bordereau des Prix Unitaires).
- Soit le technicien proposera un échange standard selon le tarif préférentiel faisant parti du Bordereau des Prix Unitaires.

Ce choix sera pris par le responsable de site et émettra le bon de commande en conséquence.

Pour les extincteurs CO2 le maître d'ouvrage adopte l'échange standard systématique tous les 10 ans avec un appareil neuf, le prix de cet échange standard pour les extincteurs CO2 figure au Bordereau des Prix Unitaires. Le remplacement doit faire l'objet d'un accord du responsable de site et validé par un bon de commande au préalable.

Tous les 20 ans

Il sera procédé au renouvellement des appareils à eau et à poudre.

Le technicien remet lors de la vérification annuelle un bilan des appareils sur lequel il figure le nombre et le lieu des appareils à remplacer.

Après vérification conjointe, Le responsable de service émettra un bon de commande d'échange standard avec des d'appareils neufs.

1.1.4. **Prestations complémentaires**

Les candidats fourniront également une proposition tarifaire pour la fourniture et installation d'extincteurs neufs en dehors des prestations de vérification et de maintenance préventive. Le tarif de vente des extincteurs sera détaillé dans le Bordereau des Prix Unitaires en annexe.

L'achat de matériel de signalétique (plans d'interventions, d'évacuation) selon les dispositifs de la norme NF S 60-303 font partie du contrat.

Les produits et matériels neufs, non listés au Bordereau des Prix Unitaires feront l'objet d'une remise sur les prix du catalogue.

1.1.5. **Douches portatives de sécurité (extincteur Vert 9L)**

Pas de fréquence déterminée, elle sera déclenchée par bon de commande à survenance du besoin. La maintenance comprend le remplacement si nécessaire de la dose d'agent aseptisant, de l'eau déminéralisé, etc...

1.2. Vérification périodique et maintenance de l'éclairage de sécurité

1.2.1. **Principaux textes applicables**

- Code du travail, art. R4224-17 ;
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité ;
- Arrêté du 14 décembre 2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité ;
- Norme NF C 71-830 "Maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité BAES et BAEH".
- Norme NF EN 1838 : Cette norme spécifie les exigences relatives à l'éclairage de sécurité et définit les critères de performance, d'installation et de maintenance.
- Arrêté du 25 juin 1980 : Cet arrêté impose l'installation d'un éclairage de sécurité dans certains bâtiments publics et autres établissements recevant du public (ERP).

1.2.2. **Périodicité**

- Annuelle

Les vérifications mensuelles, vérification du bon fonctionnement, et semestriel, test d'autonomie (contrôle de la tenue de la batterie), sont réalisées par le personnel des sites

1.2.3. **Nature des prestations**

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement à la norme NF C 71-830.

Les équipements d'éclairage de sécurité doivent respecter des normes européennes pour garantir leur efficacité. Les équipements certifiés doivent être conformes aux exigences de la norme NF EN 60598-2-22 relative à l'éclairage de sécurité.

Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

Une fois par semestre :

- Vérification de l'autonomie d'au moins une heure.

Une fois par an :

- Contrôle visuel de la présence secteur sur les blocs ;
- Coupure de l'alimentation secteur des blocs ;
- Vérification de l'allumage des lampes d'éclairage de sécurité ;

- Vérification du fonctionnement de la télécommande ;
- Contrôle de l'autonomie réglementaire ;
- Contrôle des composants des BAES ;
- Aspect des accumulateurs ;
- Nettoyage de l'appareil, remplacement des étiquettes ;
- Rétablissement de l'alimentation secteur des blocs ;
- Collage étiquette de contrôle ;
- Remise du rapport de visite ;
- Inscription dans le registre de sécurité.

1.3. Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie fixes RIA Réseau Incendie Armée

1.3.1. **Principaux textes applicables**

Les installations de RIA doivent être vérifiées conformément à la norme française NF S 62.201. « Règles d'installation et de maintenance des Robinets d'Incendie Armés équipés de tuyaux semi-rigides. ».

Code du travail : Selon l'article R. 4227-39

1.3.2. **Périodicité**

- Annuelle

1.3.3. **Nature des prestations**

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement à la norme NF C 71-830.

La vérification des robinets d'incendie armés portera sur les points suivants :

- Etat extérieur
 - Vérification de la présence des éléments constituant l'installation ;
 - Vérification de la bonne accessibilité et visibilité ;
 - Vérification des marquages (conformité, mode d'emploi, étiquettes de maintenance) ;
 - Vérification de l'absence de dégradation ;
 - Vérification de la corrosion de l'appareil ;
- Déroulement du tuyau ;
- Mise en eau ;
- Vérification des joints ;
- Manœuvre du robinet ;
- Prise de pression statique et dynamique ;
- Calcul du débit ;
- Nettoyage ;

2. VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES DISPOSITIFS DE DESENFUMAGE

Ensemble des lanterneaux de désenfumage naturel à commande tirer-lâcher à câble ou au gaz.

2.1. Principaux textes applicables

- Code du travail, art. R4224-17 ;
- Norme NF S 61-933.

Les installations de désenfumage sont soumises à des **réglementations strictes** pour assurer leur bon fonctionnement en cas d'incendie :

- **Code du travail (articles R.4227-39 à R.4227-40)** : Ces articles prévoient des règles concernant la mise en place, l'entretien et la maintenance des systèmes de désenfumage dans les lieux de travail.
- **Normes NF EN 12101** : Cette norme définit les exigences relatives aux systèmes de désenfumage, aussi bien pour les installations mécaniques que naturelles. Elle définit les critères de performance des systèmes et les méthodes d'entretien.
- **Arrêté du 25 juin 1980** : Cet arrêté impose des exigences d'entretien pour les systèmes de désenfumage dans les établissements recevant du public (ERP).
- **Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (arrêté du 22 juin 1990)** : Ce règlement spécifie les critères à respecter pour les installations de désenfumage dans les bâtiments publics.

2.2. Périodicité

- Annuelle.

2.3. Nature des prestations

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants et quel que soit le type de déclenchement de la trappe.

a) Commande à distance CO2 (ouverture/fermeture pneumatique; ouverture/fermeture mécanique) :

- déplombage du poste de commande
- essai de percussion de la cartouche CO2
- vérification des points de fixation (coffret, double canalisation cuivre, vérin pneumatique double effet bloqué mécaniquement et raccords à olive)
- nettoyage et graissage du vérin
- dépose de la cartouche d'ouverture
- percussion de la cartouche de fermeture
- vérification de la bonne fermeture des exutoires et du blocage mécanique du vérin
- fourniture et la pose de deux nouvelles cartouches
- vérification par pesée des cartouches de CO2 de réserve
- plombage du coffret et remplacement éventuel de la glace à briser

b) Commande tirer-lâcher :

- déplombage de l'appareil
- manœuvre d'ouverture
- vérification du câble et du tube de liaison
- vérification des points de fixation
- vérification des coudes et manchons
- graissage du câble
- vérification de l'appareil
- essai d'ouverture et de fermeture



- plombage de l'appareil
- c) Vérification des lanterneaux ou skydôme
 - ouverture de l'appareil
 - mesure de l'angle d'ouverture
 - vérification de la tension de ressorts ou des vérins
 - graissage des ressorts
 - contrôle de l'état des joints
 - vérification des articulations
 - réglage du système de déclenchement (verrou)
 - contrôle de l'état des fusibles
 - vérification de l'état des vis de fixations du cadre
 - fermeture de l'appareil et le contrôle de l'enclenchement des gâches